

Hébétude de la gauche algérienne

mardi 30 juillet 2019, par [METREF Arezki](#) (Date de rédaction antérieure : 22 février 2019).

L'élection présidentielle algérienne aura lieu le 18 avril 2019. Si les candidatures ont fleuri dès la convocation du corps électoral, l'hypothèse d'une alternance politique demeure peu probable. L'opposition au régime — en place depuis l'indépendance, en 1962 — est plus fragmentée que jamais. La gauche marxiste, marginalisée depuis les années de guerre civile, a du mal à retrouver son influence passée.

« *La gauche anticapitaliste existe toujours en Algérie* », affirme Ihsane El Kadi. Il nous accueille dans un appartement de style haussmannien du centre d'Alger abritant les bureaux de médias qu'il dirige, parmi lesquels le site Maghreb émergent. Ancien étudiant en sciences économiques à l'université d'Alger, ce journaliste et éditeur de presse électronique a participé au « printemps berbère » de 1980 [1]. Cet engagement l'a mené en prison, mais aussi au militantisme clandestin au sein du Groupe communiste révolutionnaire (GCR), un courant formé en 1974 par des syndicalistes et des étudiants pablistes — du nom de Michalis Raptis, dit « Pablo », leader trotskiste d'origine grecque qui apporta un soutien au Front de libération nationale (FLN) durant la guerre d'Algérie (1954-1962) et qui devint par la suite conseiller du président Ahmed Ben Bella [2]. En 1989, le GCR est devenu le Parti socialiste des travailleurs (PST). Celui-ci est aujourd'hui dirigé par M. Mahmoud Rechidi, un ancien de Debza, troupe théâtrale proche de l'écrivain et dramaturge Kateb Yacine (1929-1989).

Alger, « Mecque des révolutionnaires » ?

El Kadi précise que la gauche radicale ne se situe pas forcément dans l'opposition : « *Les anticapitalistes peuvent s'aligner sur le pouvoir, à l'exemple du Parti des travailleurs [PT] dirigé par Louisa Hanoune.* » Cette ancienne militante féministe, emprisonnée par le régime de Chadli Bendjedid dans les années 1980, est aujourd'hui à la tête de l'autre parti trotskiste algérien. Elle « *désapprouve toutes les mesures de marchandisation ou d'entrée de l'Algérie dans la mondialisation* », rappelle notre interlocuteur, mais elle ne s'est jamais élevée « *contre les quatre mandats successifs [d'Abdelaziz] Bouteflika* ».

De l'indépendance, en 1962, à l'instauration du multipartisme, en 1989, l'Algérie a vécu sous le régime du parti unique, le FLN, qui reléguait toutes les autres formations dans la clandestinité. La gauche était alors animée par des organisations d'obédience trotskiste, et surtout par le Parti de l'avant-garde socialiste (PAGS), héritier direct du Parti communiste algérien (PCA), qui existait déjà à l'époque coloniale. Un de ses anciens militants, M. Mohand Bakir, s'interroge sur la définition de la « gauche algérienne », en constatant « *qu'il est déjà difficile de définir ce qu'est le système politique algérien depuis ses origines, et qu'il est encore plus malaisé de délimiter le camp des acteurs de la transformation sociale et du combat pour l'émancipation* ».

La lutte pour l'indépendance a fait du FLN un creuset de forces politiques diverses, rassemblées dans un front dominé par une idéologie de gauche socialisante, nationaliste et révolutionnaire. Pendant et après la guerre, ce conglomérat est parvenu à délégitimer les gauches marxistes. Il fut le lieu de condensation d'une idéologie disparate alliant des éléments économiques et sociaux de

gauche avec des dogmes politiques nationalistes et religieux procédant du conservatisme le plus étroit. À l'indépendance, le pouvoir de Ben Bella expérimente un socialisme paradoxal conjuguant l'autogestion dans les anciens domaines agricoles coloniaux, la collectivisation des petits commerces et la priorité des relations avec les pays socialistes — notamment Cuba —, alors même qu'il interdit le PCA.

Perçu par la gauche communiste comme un coup de force réactionnaire, le putsch du colonel Houari Boumediène, le 19 juin 1965, engendre la création de l'Organisation de la résistance populaire (ORP), qui deviendra le PAGES en février 1966. Étrange paradoxe : durant les cinq années qui suivent, les militants de gauche sont arrêtés, torturés, persécutés, tandis que le pouvoir offre appui et asile aux révolutionnaires du monde entier, Alger étant même qualifié de « Mecque des révolutionnaires [3] ».

Clandestin de 1966 à 1989, date à laquelle il tient son premier congrès légal, le PAGES est sans conteste le fer de lance des luttes de gauche en Algérie. Bien qu'interdit et réprimé, il accorde à partir de 1969 un « soutien critique » au pouvoir de Boumediène. Il estime que ce dernier oriente sa politique vers un mode de développement propre à assurer l'indépendance du pays, avec des options progressistes, comme la révolution agraire, la gestion socialiste des entreprises et la médecine gratuite. Durant les années 1980, il renouvelle ce soutien au régime du colonel Bendjedid. Ce dernier continue pourtant à le réprimer, tout en engageant un virage libéral sur le plan économique et conservateur sur les questions de société, avec l'adoption en 1984 d'un code de la famille particulièrement rétrograde et défavorable aux femmes.

Cet appui renouvelé contribue à fragiliser un parti confronté par ailleurs aux nouvelles revendications d'une société en pleine mutation. La décennie 1980 révèle la nécessité de prendre en compte la diversité linguistique et culturelle du pays, mais aussi de réhabiliter des notions jusqu'alors associées aux valeurs bourgeoises occidentales, comme la défense des droits humains, la liberté d'expression et la liberté de la presse, sans oublier la représentativité et le pluralisme politiques. Le PAGES doit également compter avec l'émergence de la grande vague islamiste incarnée par le Front islamique du salut (FIS). Légalisé en 1989, avec d'autres anciens partis clandestins de la gauche marxiste ou libérale — Front des forces socialistes (FFS), Parti de la révolution socialiste, Mouvement pour la démocratie en Algérie —, le PAGES finit par implorer au début des années 1990.

Islamistes contre progressistes

Parmi les nombreuses explications possibles à sa disparition, il y a son instrumentalisation par le pouvoir dans sa lutte contre l'islamisme. « *Certes, les méthodes de l'infiltration policière, ainsi que le désarroi suscité par la dislocation de l'Union soviétique, ont facilité sa déstabilisation*, commente M. Sadek Hadjerès, figure historique du mouvement communiste algérien, qui a dirigé le PAGES jusqu'à sa légalisation. *Mais il s'est surtout révélé impuissant à enrayer l'abandon des principes de base qui avaient assuré sa cohésion et lui avaient valu la considération et le soutien d'une partie appréciable de l'opinion [4].* » Pour lui, le parti aurait pu survivre à la tourmente engendrée par l'affrontement armé entre le régime et les islamistes s'il avait refusé de se mêler aux luttes politiciennes et partidaires, et s'il s'était battu pour faire prévaloir des solutions pacifiques aux problèmes les plus graves.

De fait, toujours selon Hadjerès, le pouvoir a exercé de telles pressions sur le PAGES — comme sur bon nombre d'autres partis — qu'une fraction de sa direction est allée jusqu'à condamner les luttes sociales sous prétexte qu'elles profitaient au FIS... De façon plus générale, El Kadi regrette que la gauche, dans ses composantes diverses, se soit « *engagée dans un partenariat avec l'État, ce qui a brouillé son image. Son impact actuel sur la vie politique en tant que courant autonome est nul* ».

Depuis l'implosion du PAGS, en effet, la gauche algérienne est en déshérence. Il faut dire que la « décennie noire » (années 1990) a imposé un autre type de clivage, perturbant la cartographie des idéologies traditionnelles : conservateurs-islamistes contre républicains-progressistes. Le primat de la lutte des classes ou, du moins, de la lutte contre les inégalités, par lequel la gauche se définissait, s'est ainsi effacé. Aujourd'hui, les composantes de la gauche semblent incapables de dégager une priorité commune, ce qui empêche toute dynamique de rassemblement. Pour M. Moulay Chentouf, président du Parti pour la laïcité et la démocratie (PLD), *« le clivage politique ne se situe pas sur l'axe gauche-droite. Le problème, c'est de sauver un pays en danger depuis les années 1990, en raison de la tentative de transformer l'État républicain en État théocratique »*.

Le politiste Ahcène Amarouche partage ce point de vue. Il ajoute que la période inaugurée par l'élection de M. Bouteflika en 1999 a donné naissance à une autre division. D'un côté, *« ceux qui ont un accès direct ou indirect à la rente pétrolière et qui, ayant partie liée avec le pouvoir, ont bénéficié de lignes de crédit quasi illimitées de la part des banques publiques pour constituer leur empire économique et leur fortune »*. De l'autre, *« ceux qui, quelle que soit leur vision politique, ont un statut social défini de près ou de loin par le travail. Ce qui reste des forces de gauche relève de cette dernière catégorie »*.

Porte-parole du Mouvement démocratique et social (MDS), fondé en 1999, M. Yacine Tegua nous accueille à Alger dans le local qui abritait autrefois la rédaction de *Saout Echaab* (La voix du peuple), l'organe officiel du PAGS. Il se réfère à l'analyse de Chérif El-Hachemi (1939-2005), membre fondateur du PAGS puis du MDS, qui prônait pour la gauche algérienne la nécessité d'une « double rupture », à la fois avec l'islamisme et avec le pouvoir rentier. *« Il nous faut rompre avec un État despotique qui pratique une sorte de néolibéralisme adossé à la rente. La confrontation principale se joue donc là ; elle oppose le despotisme néolibéral et le projet de construction d'un État de droit démocratique basé sur l'économie productive. »*

Un militant de gauche observe quant à lui que les divisions sont d'une tout autre nature, et qu'elles relèvent d'une réalité bien plus prosaïque : *« L'ère Bouteflika a créé une Algérie faite des partisans du pouvoir, dits chiyattin [« manieurs de brosse à reluire »], qui peuvent être de gauche, de droite, laïques ou islamistes, et d'opposants à Bouteflika et à son clan, qui peuvent eux aussi être de gauche, de droite, laïques ou islamistes. »*

Parler de la gauche conduit le plus souvent nos interlocuteurs à se positionner par rapport à l'islamisme. M. Rechidi, que nous rencontrons au siège du PST, analyse ainsi la disparition du PAGS et l'émergence de l'islamisme comme deux phénomènes simultanés. Pour lui, la position vis-à-vis de l'islamisme est soudainement devenue fondamentale. Les éradicateurs, opposés à toute négociation avec le FIS, faisaient face aux dialoguistes, ou réconciliateurs, c'est-à-dire aux partisans de la plateforme pour une solution pacifique à la crise algérienne. Celle-ci fut signée à Rome, en janvier 1995, par plusieurs partis politiques, dont le FIS, le FLN, le FFS et le PT, sous l'égide de la communauté catholique de Sant'Egidio. Le PST n'a voulu se situer dans aucun de ces camps, explique M. Rechidi. *« Même si nous étions inaudibles, nous avons la position la plus intéressante : contre la démarche de Sant'Egidio et contre les éradicateurs qui voulaient bombarder Bab El-Oued [quartier d'Alger à forte dominante islamiste]. Cette logique du "ni-ni", qui n'offrait peut-être pas de perspective tangible, était néanmoins cohérente : il fallait se battre contre l'islamisme au sein même du peuple. Et la meilleure façon de le faire, c'était de se battre pour les conquêtes sociales. »*

Comme le rappelle Lahouari Addi, sociologue désormais installé en France, le courant islamiste a en effet su dès les années 1980 se faire « le porte-parole du petit peuple et des défavorisés ». Pour son confrère Améziane Manceur, à Oran, *« il a prospéré sur les thèmes du PAGS — la défense des déshérités, des plus pauvres, des sans-voix —, mais en les détournant, en les dévoyant, dans un but inverse à celui du PAGS, qui cherchait à organiser, mobiliser, conscientiser »*.

« L'esprit de novembre 1954 »

Un constat fédère les multiples voix de la gauche algérienne : la dérive néolibérale et rentière enclenchée par le pouvoir et par ses clientèles menace une grande partie de la population. Comment l'enrayer ? Beaucoup de nos interlocuteurs, parmi lesquels nombre de vieux militants, avouent avoir du mal à trouver une voie collective ou individuelle ne serait-ce que pour mettre à profit leur expérience de terrain acquise jadis dans la clandestinité. « *L'État algérien tel que nous le concevions au sein du PAGES et dans la gauche de jadis, c'est-à-dire un État social, répondant aux préoccupations des classes les plus démunies, des travailleurs, des fonctionnaires, des employés du service public, est en train de céder la place à une exploitation sans règles et à une économie informelle* », déplore M. Abdelkader Benfodha, un ancien cadre du PAGES. Cet ex-syndicaliste rencontré à Oran fait partie des irréductibles militants de gauche aujourd'hui septuagénaires qui n'ont jamais voulu baisser les bras : « *Entre 2005 et 2007, nous avons essayé de construire ce qu'on a appelé une convergence démocratique de gauche. L'expérience a duré deux ans. Elle n'a abouti à rien.* »

Au-delà de ses anciens militants, la disparition du PAGES a laissé un goût amer à toute la gauche algérienne. Ce sentiment a généré cette « *mélancolie de gauche* » bien décrite par l'historien italien Enzo Traverso, qui propose, optimiste, de voir « *les tragédies liées aux batailles perdues du passé comme un fardeau et une dette qui contiennent aussi une promesse de rachat* [5] ». Diverses initiatives sont lancées, puis le plus souvent abandonnées, parfois dans le désarroi. « *Ce qui manque, c'est un cerveau collectif* », résume M. Saïd Kateb, militant du PAGES arrêté et torturé en octobre 1988. Ses camarades et lui tentent de maintenir en activité la branche oranaise du MDS, qu'ils veulent distincte du MDS national.

Quelques-uns de nos interlocuteurs brandissent une référence inattendue : pour édifier la gauche de demain, il faudrait revenir à la révolution d'hier. « *Aujourd'hui, on est comme à la veille de 1954 [année du déclenchement de la guerre d'indépendance]* », estime Messaoud Babadji, avocat et professeur de droit à Sidi Bel Abbès, qui milita au PAGES avant de faire un bout de chemin avec le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD, laïque). « *Notre mission est simple, dit-il. d'abord, remettre en cause le système rentier et se battre pour une économie productive. Ensuite, se battre pour les notions de libertés démocratiques et de droits.* » Retour aussi à « l'esprit de novembre 1954 » pour M. Mustapha Ghobrini, syndicaliste à Mostaganem, qui ne conçoit de refondation de la gauche algérienne que « *dans la perspective du mouvement national et de la guerre de libération. On ne peut sortir de cette trajectoire historique. Il faut continuer l'œuvre de novembre 1954 dans de nouvelles conditions plus imaginatives* ».

Les obstacles à une reconstruction de la gauche sont également d'ordre sociologique, comme le relève Abdelkrim Elaïdi, ancien cadre du PAGES et professeur de sociologie à l'université d'Oran. « *En 1989, à la légalisation du PAGES, on s'est aperçu que le poids des ouvriers et des paysans en son sein était limité. Les militants venaient de la petite bourgeoisie ; il s'agissait en majorité de cadres et de membres des classes moyennes. Ces catégories — et j'en fais partie — se sont éloignées des préoccupations populaires. Non pas qu'elles n'y soient pas sensibles, mais elles se soucient d'abord des intérêts de leur catégorie et des enjeux globaux du pays.* »

Autre difficulté : les clivages nés de la « *décennie noire* » et les perceptions différentes du rapport entre politique et religion. « *Autrefois, les choses étaient claires*, résume Karim Metref, journaliste et militant du PST. C'était « *la famille qui avance face à la famille qui recule* », comme le disait l'écrivain Tahar Djaout [assassiné par un groupe armé en 1993]. *Il y avait les barbus d'un côté, les gauchistes de l'autre et, au milieu, le pouvoir, qui jouait un peu avec les deux.* » L'irruption de la violence a aggravé la cassure. « *Cette fracture reste profonde. On l'a vu lors des "printemps arabes" de 2011. Les démocrates tunisiens ont marché à côté des islamistes d'Ennahda ; leurs homologues*

égyptiens, à côté des Frères musulmans ; la gauche marocaine, en compagnie du mouvement Al Adl Wal Ihsane [Justice et bienfaisance] au sein du Mouvement du 20-février. En Algérie, la présence d'Ali Belhadj [ancien dirigeant du FIS] dans la foule des manifestants a tout de suite mis fin à la mobilisation. »

Cette impossibilité n'est pas toujours comprise par la jeunesse. Les générations d'après l'indépendance ne comprenaient pas le traumatisme laissé par la guerre de libération dans l'esprit de leurs parents ; les jeunes d'aujourd'hui ont du mal à assimiler les blessures de la guerre civile des années 1990. Universitaire oranais de 30 ans dont les parents faisaient partie du PAGES, Adnan Mauri avoue qu'il « *garde un esprit critique par rapport à cette opposition [entre dialoguistes et éradicateurs]* ». Il est venu à la gauche en raison, sans doute, de l'héritage parental, mais aussi à travers la découverte de l'altermondialisme né dans les années 2000, en partie grâce à Internet.

Les réseaux sociaux ne sauraient constituer une solution pour redynamiser la gauche. Si un vétéran comme M. Hadjerès est présent sur la Toile et enjoint de « *penser global et agir local* », les anciens militants peinent à en tirer profit. « *Dans leur majorité, ils sont hostiles aux réseaux sociaux. Ils les utilisent de façon archaïque. Ce sont de nouvelles catégories qui utilisent Internet pour leurs luttes — on l'a vu lors de la grève des médecins résidents en 2018. Comment expliquer l'organisation rapide de leurs rassemblements et de leurs marches, si ce n'est par l'utilisation des textos et d'Internet ?* », constate Elaïdi. Pour lui, le pessimisme de nombre d'anciens militants s'explique aussi par le fait qu'ils peinent à assimiler les nouvelles formes de lutte, de regroupement et de consultation. « *Internet, la technologie, la mondialisation et l'altermondialisme nous ont ouvert les frontières. Cela nous permet de voir ce qui se passe ailleurs et de ne pas être totalement enfermés dans la vision façonnée par le système du parti unique, celle de l'autre génération* », confie M^{me} Tinhinane Makaci, 30 ans, ancienne militante du PST et porte-parole de l'association féministe Tharwa n Fadhma n Soumer.

Quoi qu'il en soit, du fait de la situation politique, l'essentiel de l'action et de la réflexion des milieux de gauche consiste soit à appuyer la lutte antiterroriste et, plus généralement, anti-intégriste, soit à défendre l'option d'un dialogue limité avec les islamistes. Dans tous les cas, l'émergence d'un front social rassemblant grèves des travailleurs, manifestations de chômeurs — notamment les grands mouvements dans le sud du pays — et luttes écologistes contre le gaz de schiste semble une perspective lointaine. L'absence de la gauche dans la dynamique politique fait que les pouvoirs publics et le patronat n'ont plus d'adversaire. Cette politique de la chaise vide a des conséquences calamiteuses : les mouvements sociaux prennent la forme de révoltes désorganisées.

Nombre d'Algériens s'avouent pessimistes. Mais, comme le relève Manceur, en dépit de l'hégémonie des idéologies néolibérales et des diktats des pouvoirs qui leur sont inféodés, « *tant que perdurera la question des inégalités, les idées de gauche ne pourront pas mourir* ».

Arezki Metref - Journaliste, auteur de *Mes cousins des Amériques*, Koukou Éditions, Alger, 2017.

Arezki Metref

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

Le Monde Diplomatique

<https://www.monde-diplomatique.fr/2019/02/METREF/59523>

Notes

[1] Lire Ali Chibani, « [Les populations amazighes croient en leur printemps](#) », Lettre du Maghreb, Les blogs du Diplo, 28 juillet 2011.

[2] Contrairement aux pablistes, les lambertistes du courant lancé par Pierre Boussel, dit Pierre Lambert, accordèrent leur soutien au rival du FLN, le Mouvement national algérien (MNA) de Messali Hadj.

[3] Amílcar Cabral, fondateur du Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert (PAIGC), affirma lors d'un discours prononcé à Alger en 1968 : « *Les chrétiens vont au Vatican, les musulmans à La Mecque, et les révolutionnaires à Alger.* »

[4] Sadek Hadjerès, « [Le PAGS et le pays : cinquante années plus tard](#) », Socialgérie, 28 janvier 2016.

[5] Enzo Traverso, *Mélancolie de gauche. La force d'une tradition cachée (XIX^e-XXI^e siècle)*, La Découverte, Paris, 2016.